



CTPS DR DUNKERQUE DECLARATION LIMINAIRE

La CFDT et la CGT, organisations représentatives de la DR de Dunkerque, s'accordent à l'occasion de ce CTPS pour dénoncer, dans le cadre de la plateforme revendicative nationale commune, les points suivants :

1°) L'application mécanique de réduction des effectifs, 50% de non remplacement des départs en retraite, indépendante d'une analyse sérieuse des besoins en personnels pour l'accomplissement des missions du service public.

2°) La réduction des moyens matériels mis à la disposition des personnels dans le cadre de leurs missions.

3°) La course aux indicateurs de performance ainsi que le « management par la pression » qui conduisent à l'accentuation de la souffrance au travail, du haut en bas de la hiérarchie.

4°) La mise en œuvre de la Prime de Fonctions et de Résultats (PFR) et l'individualisation des régimes indemnitaires.

5°) Le gâchis d'argent public de l'opération CAP 2012 qui promeut le CPP de façon mensongère.

6°) Les conséquences sociales des restructurations sur les personnels, surtout avec la perspective de la mise en œuvre de la loi sur la mobilité.

7°) L'extension de la délégation de services publics qui se traduit par une « privatisation » de l'exercice des missions de service public (TPL, etc)

Au niveau local, nous dénonçons le bilan de la restructuration OP/CO qui se traduit par :

- des fermetures de Bureaux injustifiées entraînant des déplacements géographiques de personnels, contraints et forcés.
- des transferts de missions dont la pertinence se révèle, de jour en jour, plus que douteuse ; ne serait-ce qu'en matière de qualité de service public.
- des sous-effectifs criants dans les bureaux principaux de Dunkerque et Arras.

Dans le même esprit nous constatons, deux ans après, que la centralisation comptable est un échec. Le fardeau de cette réforme ne repose que sur les épaules des agents, tant dans les bureaux qu'à la Recette Régionale.

Après les OP/CO , il ne fait aucun doute que la Surveillance subira un traitement identique.

Comme nous, Monsieur le directeur, vous constatez que l'inquiétude monte dans les brigades.

Pour la CGT et la CFDT, il est hors de question de toucher au maillage résultant de la précédente réforme, et qui constitue à nos yeux un minimum.

Nous vous demandons donc, dès aujourd'hui, de vous prononcer sur le maintien de l'ensemble du dispositif Surv de la circonscription.

Pour « vendre » ses réformes, l'administration emploie des méthodes de management plus que critiquables.

L'exemple le plus frappant est la manière dont vous avez traité la question des compensations exceptionnelles . Au lieu de vous intéresser aux résultats contentieux de vos agents, vous en avez fait un outil de lutte contre les indispositions. Cette façon d'agir aboutit à l'effet inverse de celui attendu : une démobilisation croissante des personnels.

Interrogez-vous plutôt, Monsieur le président, sur les conditions de travail des agents, vous améliorerez nettement, et sans pression inutile, votre indicateur P 11.